

# Nous n'avons pas une politique de l'emploi, mais une politique de gestion du chômage par la dépense publique

L'économie algérienne, ou plus exactement la société algérienne, et singulièrement sa jeunesse, souffre du chômage. Il est vrai que ces dernières années, l'Etat a fait d'énormes efforts pour juguler ce fléau, et notamment le chômage des jeunes, mais il s'agit de «solutions d'attente», de traitement social du chômage et non pas comme aiment à le répéter les responsables en charge du secteur de l'emploi d'un traitement économique. La politique actuelle de lutte contre le chômage consiste en un programme d'emplois aidés financés par la dépense publique elle-même rendue possible par l'actuelle embellie financière. Il est clair qu'un tel programme ne pourra être financé longtemps et dès que les ressources de l'Etat diminuent, nous risquons de revenir à la case départ.

Le chômage, chez nous, est structurel et il lui faut une solution structurelle.

L'emploi créé actuellement relève plus d'une stratégie de gestion du chômage que d'une politique de l'emploi. Les emplois créés sont des emplois précaires pour près de 80 %. Les travailleurs insérés restent des travailleurs pauvres. Le coût supporté par le Trésor public est insoutenable sur le moyen-long terme. L'expérience française (et européenne) du traitement économique du chômage mérite d'être regardée de près. La suggestion est d'autant plus pertinente qu'on peut difficilement contester que la politique sociale de l'Algérie s'inspire fortement du modèle français.

On sait, par ailleurs, que le modèle social français repose sur l'Etat-providence, cet Etat qui doit procurer, grâce à la protection sociale, c'est-à-dire la Sécurité sociale, les allocations familiales, le droit à la retraite et, plus tard, l'allocation chômage, un revenu différé «au travailleur et à sa famille» afin de les protéger contre les aléas de la vie. Or, il est largement admis aujourd'hui que ce modèle social français est en crise. La France connaît, en effet, depuis plusieurs années, ce que les économistes appellent un chômage de masse (9,6 %), un système scolaire inégalitaire, un déficit de la Sécurité sociale, un échec de l'intégration des immigrés (cf. la crise des banlieues), une «panne de l'ascenseur

social». De gros problèmes dans le système de retraite par répartition. Les causes de la crise sont nombreuses : croissance molle, politique économique inappropriée, absence de politique de recherche-innovation qui entame sérieusement la compétitivité de l'économie. Mais le facteur explicatif central réside incontestablement dans la mondialisation libérale de l'économie, mondialisation que nous subissons plus fortement encore en Algérie.

Le marché intérieur soutenu par les transferts sociaux de l'Etat-providence ne suffit plus à assurer une croissance économique solide et durable. Le moteur, le second moteur est aujourd'hui constitué par les exportations et les exportations exigent des entreprises, une compétitivité accrue.

La compétitivité demande à son tour un allègement des charges notamment sociales qui pèsent sur les entreprises.

Le coût du travail devient dans les pays capitalistes, la variable d'ajustement, surtout les pays asiatiques émergents fondent leur compétitivité sur des coûts de travail très bas. Ce coût doit baisser et les patrons rechignent de plus en plus à verser les cotisations qui alimentent le fonds de protection sociale. L'exigence de compétitivité que charrie en son sein le processus actuel de mondialisation de l'économie remet en cause aussi l'autre pilier du modèle social européen : le contrat de travail à durée indéterminée (CDI) qui garantissait au salarié une protection «à vie» au sein de l'entreprise.

Aujourd'hui, la croissance économique n'est pas aussi créative d'emplois qu'elle l'a été durant les décennies passées.

L'entreprise recherche constamment des gains de productivité et le même nombre de salariés produit plus de croissance que par le passé.

C'est ce qu'on appelle aujourd'hui la croissance à faible contenu d'emplois. L'entreprise veut être libérée des lourdes contraintes qui pèsent sur elle lorsqu'elle est dans l'obligation de sortir les «sureffectifs», c'est-à-dire des travailleurs dont elle n'a plus besoin pour assurer son niveau de production. Cette peur des

contraintes qui accompagnent les plans sociaux amène l'entreprise à éviter au maximum d'embaucher de nouveaux travailleurs si elle n'a, pour le faire, à sa disposition que des CDI. Alors, il y a partout introduction de nouveaux contrats de travail qui installent la flexibilité du marché du travail : 70 % des nouveaux emplois créés le sont aujourd'hui en contrats à durée déterminée (CDD). L'entreprise embauche et peut, pendant une période d'essai de 1 an en moyenne, licencier le salarié sans préavis, sans formalité administrative et sans indemnité.

Mais dans le même temps, cette facilité de sortie du marché du travail, qui menace le salarié, est accompagnée d'une facilité d'entrée sur ce même marché du travail puisque les entreprises, libérées des charges et des contraintes, embauchent plus en CDD.

De son côté, l'Etat assure aux salariés une assurance-chômage significative, un suivi personnalisé durant la période de recherche d'un nouvel emploi, une formation de requalification qui facilite au chômeur sa réinsertion sur le marché du travail. Le Danemark, la Suède, la Finlande, la Grande-Bretagne ont réussi, par la flexibilité (pour l'entreprise et la sécurité pour le salarié) à faire baisser leurs taux de chômage de moitié en 15 ans : 10-11 % au début des années 90 et 5-6 % en 2008. Et il ne s'agit pas là de statistiques non fiables comme peuvent l'être les nôtres. En matière de politiques d'emploi et de lutte contre le chômage, les expériences danoise de «flexicurité» et britannique de flexibilité sont celles qui sont le plus citées comme expériences réussies. Au Danemark, les entreprises peuvent licencier sans difficulté, en fonction de la conjoncture économique et de leurs carnets de commandes. Et cela en accord avec les syndicats. Mais le salarié licencié bénéficie de quatre années d'indemnités de chômage plafonnées à 80 % de son salaire. Il doit cependant être constamment à la recherche d'un emploi, ne pas refuser une réintégration dans la vie active et suivre des cycles de formation qui lui facilitent sa réinsertion. En Grande-Bretagne, les mêmes principes sont en œuvre : le salarié peut être remercié sans difficulté (période d'essai d'un



Par Abdelmadjid Bouzidi  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

an) ; il est inscrit à l'allocation-chômage et auprès d'un job-center qui est chargé de le replacer. Le chômeur n'a pas le droit de refuser l'emploi qu'on lui propose, sous peine de ne plus bénéficier de l'allocation-chômage. Le financement de ce soutien de l'Etat aux chômeurs à la recherche d'un emploi est rendu possible grâce à une fiscalité prélevée par l'Etat, notamment auprès des entreprises. Aussi, flexibilité d'un côté, sécurité de l'autre, le marché du travail est très fluide, les salariés très mobiles, avec facilité d'entrée et de sortie du marché du travail.

Les nouvelles politiques de l'emploi et de lutte contre le chômage semblent avoir concilié régulation sociale et compétitivité économique imposée par la mondialisation de l'économie, partout où elles sont mises en œuvre en Europe. Peut-on en tirer quelques leçons pour notre pays ? Il faudrait alors que l'Etat revoie fondamentalement son rôle et la nature de ses interventions : en lieu et place du financement très coûteux des emplois aidés, précaires et très souvent sans lendemain, il doit réorganiser le marché du travail, l'encadrer par des institutions de suivi et de facilitation, mettre en place de véritables réseaux de recyclage, requalification et de formation des travailleurs, libérer l'entreprise de l'impérieuse obligation de l'emploi permanent.

Est-il nécessaire de rappeler encore une fois que dans ce domaine aussi nous sommes... «hors des clous».

A. B.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com  
hlaalam@gmail.com



## Flambée de pompiers alors que le risque d'incendie est, paraît-il, nul !

C'est officiel ! Les législatives auront lieu le 12 mai 2012. Et les résultats de ce scrutin seront publiés le...

... 21 de Jumada Al-Thani de l'an 1433 de l'Hégire !

Alors que les odeurs de gaz lacrymogènes balancés à Laghouat arrivent jusque sous nos fenêtres à Alger, alors que les «Salmya ! Salmya !», cri de ralliement pacifique des grognards laghouatis, emplissent l'air et font vibrer les murs des commissariats, alors que tout le sud du pays est empli du cliquetis des menottes qui se referment sur les poignets des manifestants, le ministre de l'Intérieur, en charge de l'ordre, mais surtout du désordre, a affirmé hier matin, sur les ondes de la Radio algérienne : «Une victoire des islamistes aux prochaines législatives est peu probable.» Je note qu'en moins de deux semaines, chrono politique en main, c'est le second haut responsable dans la hiérarchie de la catastrophe algérienne qui tient ainsi à nous rassurer sur la peu probable victoire des barbus aux législatives. Avant Daho, Ouyahia avait eu cette formule délicieusement cyanurée : «A moins d'un miracle, les islamistes ne pourront pas l'emporter !» Nous voilà donc obligés de vivre dans ce nouvel espace Algérie décoré par deux designers improvisés. D'un côté, la déco «miracle» version H'mimed. De l'autre, le très épuré et minimaliste «peu probable» de Daho Ould Kablia. Belle brochette pour un «Algerian Poker-Tour» auquel on nous convie fort gentiment. Allez, frères et sœurs ! Asseyez-vous autour de la table, posez vos jetons devant vous, attendez que le croupier distribue la première fournée de cartes, misez et priez. Priez les dieux qui gèrent les miracles et les probabilités. Mon Dieu, justement ! Et pour ceux qui comme moi, n'aiment pas les jeux de hasard ? N'ont jamais pu blairer les maths parce que

cette discipline compte plusieurs chapitres longs et fastidieux sur les probabilités ? Comment devons-nous réagir ? Question d'autant plus angoissante et d'actualité que je lis en caractères bien gros et bien gras, là, sous mes yeux, qu'une initiative de coalition islamiste lancée par 168 «personnalités» à poils et à vapeur et regroupant les néo-turcs du MSP, Ennahda, El Islah, la Djaz'ara et les Salafistes serait en cours. Très en cours ! D'où ma méfiance malade face à cette concomitance vénéneuse. Plus les frères barbus se rassemblent et unissent leurs haleines putrides, plus nos chers responsables en rajoutent dans le registre rassurant. Une vraie basse-cour de mères-poules : «M'enfin ! Vous n'y pensez pas ? Les islamistes au pouvoir ? Ça ne se peut pas, voyons ! C'est de la science-fiction ! Ils ne passeront jamais !» Et pourquoi alors ces trémolos n'arrivent pas à me rassurer ? Pourquoi plus eux rassurent, plus je m'inquiète ? Pourquoi plus ils tentent d'éloigner de mes narines les embruns radio-actifs du raz-de-marée intégriste plus mon pif s'encombre d'odeurs de musc, de aânbar et de minbars de la haine enfin assouvie parce qu'installée aux abords immédiats du Palais en attendant d'y trôner ? Je trouve qu'au moment où l'on nous jure qu'il n'y a pas de danger islamiste, pas plus que de flambée fondamentaliste ni de possibilité de règne hégémonique des barbus sur l'APN, il circule tout de même un nombre anormalement élevé de pompiers en alerte chargés de toquer à nos portes pour nous susurrer que nous n'aurions rien à craindre. S'il n'y a vraiment rien à craindre, réenroulez les lances, rentrez les camions rouges au garage et laissez courir la chose, non ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.